

## **Séance publique du lundi 17 décembre 2012**

**Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

## **Règlement de gestion financière des dépenses d'équipement**

Max LEVITA rapporte :

A compter de l'exercice 2013, la Ville de Montpellier soumettra à l'approbation du Conseil Municipal les opérations d'investissement pluriannuelles grâce au dispositif de suivi en Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP).

Il apparaît ainsi nécessaire de définir un cadre fixant les règles applicables à la bonne gestion des dépenses d'équipement. Le présent règlement de gestion financière des dépenses d'équipement a vocation à être un outil commun de définition des différentes catégories de dépenses d'équipement à la Ville de Montpellier et un guide dans les modalités de vote et d'exécution desdites dépenses.

### ***I. Les différentes catégories de dépenses d'équipement***

Les dépenses d'équipement peuvent être distinguées selon le critère de la pluri-annualité. En règle générale, les dépenses annuelles ont vocation à être votées dans le cadre des crédits dits « globalisés » (CG), tandis que les dépenses pluriannuelles, traduites en Autorisations de Programme (AP), sont qualifiées de « crédits de paiement » (CP).

#### **A. Les crédits globalisés (CG)**

Les crédits globalisés permettent de comptabiliser les dépenses à portée annuelle, notamment:

- les gros travaux visant à améliorer le patrimoine existant de la Ville de Montpellier
- les études émergeant en section d'investissement
- les acquisitions d'immobilisations
- les subventions d'investissement versées
- les dépenses qui n'entrent pas dans le cadre des AP/CP, soit par leur montant, soit par leur durée.

## B. Les crédits votés en AP/CP

### a. Définition des AP/CP

La gestion en AP/CP est un outil financier qui permet d'avoir une vision pluriannuelle des opérations d'investissement émanant des choix de l'assemblée délibérante. Cet outil reflète la planification stratégique de la Ville de Montpellier issue du croisement des données prospectives et des choix politiques portés par le Conseil Municipal.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement d'une opération pluriannuelle se rapportant à une immobilisation, ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la Ville, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers (articles L2311-3 et R2311.9 du CGCT).

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre de l'AP.

La somme des CP doit être égale au montant de l'AP :

$$AP = CP_n + CP_{n+1} + CP_{n+2} + CP_{n+3} + \dots$$

Le montant de l'AP est fixé en fonction du mode de gestion des interventions :

- Lorsque la Ville n'est pas maître d'ouvrage, l'AP correspond au montant de la participation communale
- Lorsque la Ville est maître d'ouvrage, l'AP correspond au montant du coût global à savoir : les études, les acquisitions, les travaux et la maîtrise d'œuvre

Les recettes d'investissement propres au programme doivent être estimées et intégrées au plan de financement de l'AP et des CP (subventions, fonds de concours) pour permettre de dégager la charge nette qui sera finalement supportée par la Ville.

Les subventions d'investissement sont des participations financières versées par nos partenaires pour soutenir un projet d'investissement porté financièrement par la Ville. Les subventions d'investissement peuvent être inscrites au budget si et seulement si elles ont fait l'objet d'une notification officielle.

Le montant notifié doit être inscrit en AP et la prévision des sommes à appeler sur les exercices successifs, sur la base de factures mandatées, doit être budgétée en CP.

### b. Dispositions propres à l'exercice 2013

**Cas 1 :** Les encours d'AP (correspondant à la somme des CP 2013 et suivants) pluriannuelles supérieures à 500 000€ ou annuelles supérieures à 5 000 000€ feront l'objet d'un vote par le Conseil Municipal dans le cadre d'une nouvelle numérotation (création de nouveaux programmes dans le logiciel de gestion financière).

**Cas 2 :** Les encours d'AP se terminant fin 2013 continueront à être suivies sur les programmes existants et seront closes fin 2013.

**Cas 3 :** Les encours d'AP pluriannuelles inférieures à 500 000€ ou annuelles et inférieures à 5 000 000€ seront basculées en Crédits Globalisés.

### c. Typologie des AP à la Ville de Montpellier

La finalité de l'opération doit permettre de distinguer 2 types d'AP :

- si les dépenses à réaliser permettent la construction d'une nouvelle immobilisation, ou d'un projet nouveau ou d'une ZAC, il s'agit d'une AP de Projet
- si les dépenses consistent à réaliser des travaux sur du patrimoine existant, il s'agit alors d'une AP d'Intervention.

#### **d. Durée de vie des AP**

La durée de vie d'une AP de Projet est celle de la convention qui l'encadre (convention de mandat par exemple), sinon de 10 ans.

La durée de vie d'une AP d'Intervention est de 5 ans.

Pour pouvoir être soumise à l'approbation du Conseil Municipal, la création de l'AP doit donc être l'aboutissement d'une démarche préalable de cadrage et de validation de l'opération. Le périmètre de l'opération défini, l'estimation de son coût global (l'AP) doit découler de la maîtrise de différents paramètres:

- Le phasage de l'opération
- Le chiffrage de chaque phase de l'opération
- La définition des délais de mise en œuvre des travaux
- La prise en compte des délais administratifs de passation des marchés publics
- La traduction de ces éléments sur les délais de paiement des situations
- La prévision des actualisations de prix.

Ainsi la création de l'AP correspond à la traduction financière de la planification physique d'un investissement et doit intervenir au terme de cette phase d'analyse préalable de la programmation de l'opération pour pouvoir faire l'objet d'une estimation la plus fiable possible.

#### **e. Montant des AP**

Les AP de Projet et d'Intervention sont pluriannuelles et d'un montant minimum de 500 000€ ou annuelles si leur estimation est supérieure à 5 000 000€.

## ***II. Les modalités de vote des dépenses d'équipement***

Les dépenses d'équipement (CG et CP) sont votées annuellement au niveau du chapitre fonctionnel (900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909).

Les créations, modifications et suppressions d'AP font l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire (BP, BS, DM). L'échelonnement des CP peut être redéfini au fur et à mesure de l'avancement de l'opération. Le Conseil Municipal est informé des ajustements de CP par la production d'un état récapitulatif la situation des AP/CP annexé au Budget Primitif et au Compte Administratif.

L'ajustement des CP en cours d'année est possible entre 2 AP dont les crédits sont votés au sein du même chapitre, par virement de crédits, dans la limite du montant de l'AP et des crédits ouverts au budget. Pour tout virement de crédits d'une AP sur l'autre, un réajustement des CP de l'exercice suivant sera automatiquement opéré pour les deux AP.

Les restes à réaliser (reports) correspondent, pour les CG et les CP, aux sommes engagées mais non mandatées au 31 décembre de l'exercice. Les restes à réaliser sont intégrés au budget suivant lors du vote du Budget Supplémentaire.

Les montants non engagés en fin d'exercice :

- soit seront réintégrés dans les CP, dans la limite de l'AP, lors de l'étape budgétaire suivante (Décision Modificative ou Budget Supplémentaire)
- soit viendront en diminution de l'AP.

## ***III. Les modalités d'exécution des dépenses d'équipement***

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable applicable aux communes (M14), les dépenses doivent faire l'objet d'un engagement préalable.

L'engagement se présente sous un double aspect :

- L'engagement juridique qui peut prendre la forme d'un contrat, d'une convention, d'une délibération ou d'une décision,

- L'engagement comptable qui se matérialise par un bon de commande signé par une personne ayant la délégation de signature.

Toutes les dépenses d'équipement doivent avoir fait l'objet d'un bon de commande ou d'un état de sommes à mandater comportant un numéro d'engagement.

Les AP doivent également être engagées à l'appui de l'engagement juridique. L'engagement de l'AP dans le logiciel de gestion financière est enregistré sur la base des documents contractuels qui autorisent le lancement de l'opération et la passation des marchés publics.

**En résumé, à compter de l'exercice 2013, les dépenses d'équipement se décomposeront selon les 3 types suivants :**

	Définition	Durée	Montant	Numérotation	Modalités de reports
AP de Projet	Constructions et opérations nouvelles	Durée de la Convention (cas d'une ZAC) sinon durée maximum de 10 ans	Pluriannuel: Minimum 500 K€ Annuel: Minimum 5 M€	Millésime + P + numéro séquentiel Ex: 2013P01 2013P02 ...	Report N+1 = engagé N
AP d'Intervention	Travaux sur patrimoine existant	Durée de 5 ans	Pluriannuel: Minimum 500 K€ Annuel: Minimum 5 M€	Millésime + I + numéro séquentiel Ex: 2013I01 2013I02 ...	Report N+1 = engagé N
Crédits globalisés	Travaux d'amélioration du patrimoine existant	1 an	Pluriannuel: Maximum 500 K€ Annuel: Maximum 5 M€	Pas de numérotation / hors PPI	Report N+1 = engagé N

**Le budget annuel des services se présente de la façon suivante :**  
**CP Projets + CP Intervention + CG**

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Adopter le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement proposé
- Autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18 décembre 2012**